

# Deux cellules de combat pour lutter contre la fraude

*Les informations sur les carrousels à la TVA  
Et la fraude aux accises seront mieux diffusées.*

Le gouvernement fédéral a franchi hier une nouvelle étape dans la lutte contre la criminalité financière en inaugurant les cellules de lutte contre la fraude à la TVA et la fraude fiscale en matière d'huiles minérales (pétrole). Les ministres Didier Reynders (Finances), Marc Verwilghen (Justice) et Antoine Duquesne (Intérieur) ainsi que le commissaire du gouvernement Alain Zenner ont ainsi signé deux protocoles de coopération qui permettront d'approfondir la collaboration entre les administrations fiscales, la Justice et la police fédérale dans le cadre de la lutte contre la fraude organisée en renforçant son caractère multidisciplinaire.

La cellule de lutte contre les carrousels à la TVA, comprenant 12 personnes, sera intégrée au sein de l'Office central de lutte contre la délinquance économique et financière organisée (OCDEFO), alors que la cellule de lutte contre la fraude pétrolière (3 personnes) sera implantée au sein de l'administration des douanes et accises. Toutes deux auront en charge la collecte des informations, l'analyse stratégique des techniques de fraude et la description des intervenants (opérateurs, transporteurs, conseils...) ainsi que la mise à jour des bases de données centrales.

«Les administrations concernées et la Justice disposent à présent d'un organe stratégique commun qui leur faisait défaut jusqu'à présent», a déclaré le ministre de la Justice, Marc Verwilghen, à l'occasion de l'inauguration officielle. Pour Joran Denolf, de la direction de la lutte contre la criminalité économique et financière au sein de la police fédérale, les formes de criminalité organisée se sont fortement

accentuées au début des années 90, suite à l'ouverture des frontières au sein de l'Union



européenne, de la globalisation, de l'ouverture du bloc de l'Est et du développement informatique. « Or il est apparu maintes fois qu'une lutte efficace et efficiente se révélait impossible lorsqu'elle n'était pas organisée de manière intégrale et coordonnée », a-t-il ajouté.

Comme l'a expliqué le ministre des Finances, Didier Reynders, l'accent sera mis, au sein de la cellule fraude à la TVA, sur les secteurs automobile et de la communication mobile (GYM). « Il est important de rétablir une concurrence plus saine entre les acteurs du secteur », a estimé Didier Reynders. « Le secteur privé en est d'ailleurs pleinement conscient et y voit bien son intérêt », a-t-il ajouté.

## **La FEB positive**

A la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), le directeur du département des affaires économiques, Baudouin Velge, explique en effet que les fraudes à

la TVA et aux accises gênent grandement les entreprises en introduisant une concurrence déloyale, mettant ainsi les sociétés saines en difficulté. « Il est donc important de combattre rapidement les circuits parallèles en accélérant les processus de lutte », souligne-t-il.

En renforçant la collaboration entre les différents services et en remettant les informations récoltées aux départements des Finances et de la Justice, la cellule devrait remplir son objectif principal visant à arrêter le plus rapidement possible les carrousels à la TVA en cours, mais également empêcher la création de nouveaux carrousels.

«Une plus grande transparence et une meilleure divulgation des informations aideront en effet à mieux identifier les grands fraudeurs et agir plus rapidement», explique encore Didier Reynders. «Ce qui permettra au gouvernement de récupérer un manque à gagner qui représente plusieurs milliards de francs chaque année», a-t-il ajouté.

Tout en voyant d'un oeil très positif le renforcement du dispositif de lutte, la FEB estime qu'une autre, manière de combattre la fraude fiscale serait également d'agir en amont du problème en empêchant les trop grands écarts de TVA et d'accises entre les pays, afin de réduire l'incitation à la fraude. Et Baudouin Velge d'expliquer ainsi qu'une fiscalité moins lourde amènerait moins de fraudes, et donc de meilleures rentrées financières à l'Etat.